

Publié le 18 Septembre 2015 - Mis à jour le 18 Septembre 2015

**Sondage Elabe exclusif pour Atlantico**

## 84% des Français estiment que l'absence d'accord européen sur l'accueil des migrants et des réfugiés est inquiétant pour l'avenir de l'Union



84% se disent "beaucoup" (44%) ou "assez" (40%) inquiet, seuls 15% exprimant une opinion contraire et 1% ne se prononçant pas.

Par ailleurs, les résultats de ce sondage Elabe exclusif pour Atlantico se révèlent particulièrement uniformes entre les différentes sensibilités politiques et catégories socio-démographiques.



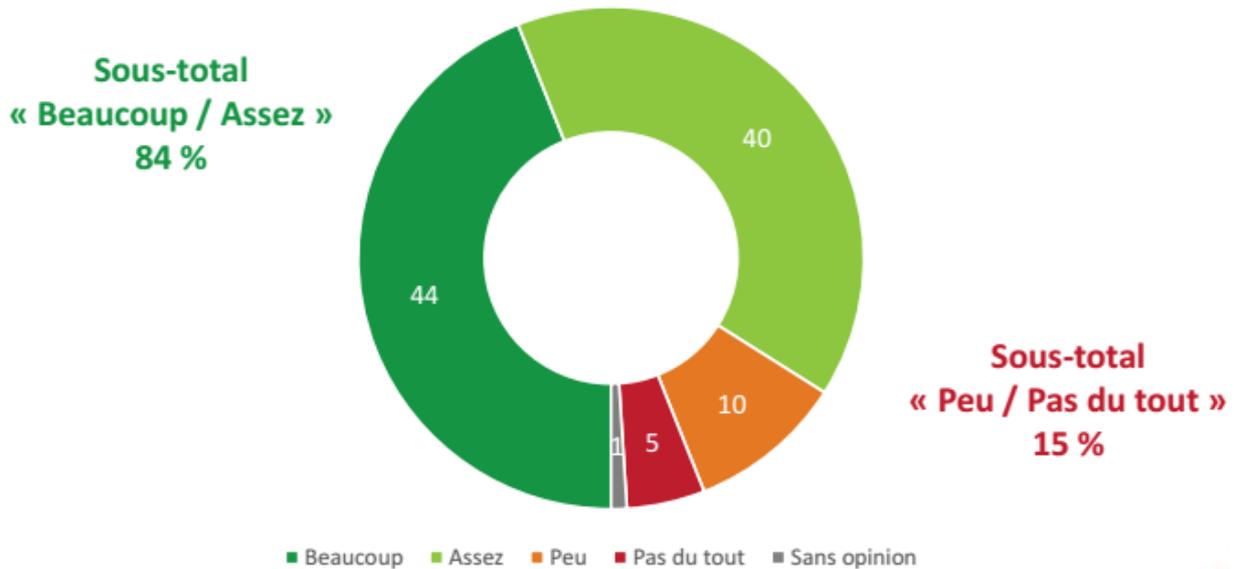
Avec [Yves-Marie Cann](#)  
[Voir la bio en entier](#)



Avec [Vincent Tournier](#)  
[Voir la bio en entier](#)

Question : Diriez-vous que l'absence d'accord entre les pays européens sur la gestion et l'accueil des migrants et des réfugiés vous inquiète beaucoup, assez, peu ou pas du tout pour l'avenir de l'Union européenne ?

En %



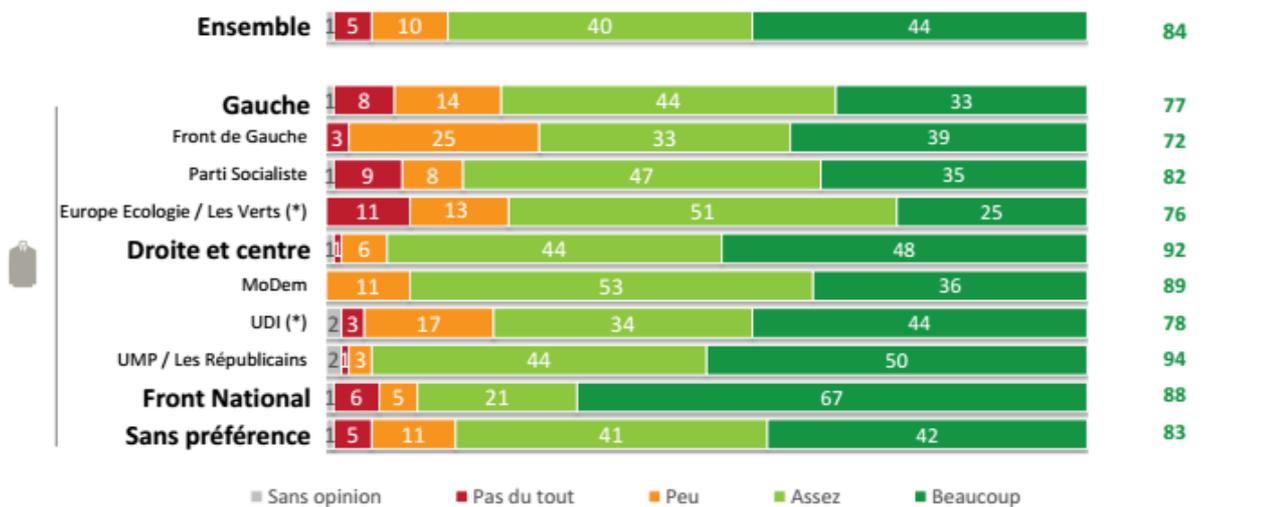
**Atlantico : Selon un sondage Elabe pour Atlantico, 84% des sondés estiment que l'absence d'accord européen sur l'accueil des migrants et des réfugiés est inquiétant pour l'avenir de l'Union. Dans quel contexte médiatique et politique ce sondage a-t-il été effectué ? Quels en sont les principaux enseignements ?**

**Yves-Marie Cann** : Ce sondage a été réalisé les 15 et 16 septembre, c'est-à-dire après l'annonce par l'Allemagne et d'autres pays européens du rétablissement des contrôles à leurs frontières pour faire face à l'afflux de migrants et de réfugiés. Plus globalement, cette enquête s'inscrit dans un contexte marqué par les divisions européennes sur la stratégie à adopter pour répondre à cette crise. Le conseil européen des ministres de l'intérieur qui s'est tenu mardi 15 septembre illustre pleinement cette situation d'échec. **En l'absence d'accord entre les pays européens, les Français interrogés par Elabe pour Atlantico font part de leur inquiétude pour l'avenir de l'Union européenne.** Plus précisément, 84% se disent "beaucoup" (44%) ou "assez" (40%) inquiet, seuls 15% exprimant une opinion contraire et 1% ne se prononçant pas. Cette inquiétude me semble avoir d'autant plus de force qu'il ressortait d'un précédent sondage ELABE / Atlantico réalisé les 25 et 26 août que pour 70% des personnes interrogées l'Europe était l'échelon perçu comme le plus efficace pour résoudre la crise des migrants. Un tel résultat démontrait que pour une large majorité de la population, c'est à l'échelle européenne et donc de manière collective qu'une solution doit être trouvée.

Question : Diriez-vous que l'absence d'accord entre les pays européens sur la gestion et l'accueil des migrants et des réfugiés vous inquiète beaucoup, assez, peu ou pas du tout pour l'avenir de l'Union européenne ?

En %

Sous-total  
« Beaucoup / Assez »



## Quelle diversité existe-t-il dans les réponses ? En quoi une réponse "beaucoup" ou "assez" frontiste n'a-t-elle pas le même contenu que pour un Républicain, ou écologiste par exemple ?

**Yves-Marie Cann** : Toutes catégories de population confondues, l'inquiétude exprimée s'avère largement majoritaire, même s'il existe quelques nuances. A titre d'exemple, elle est partagée par 78% des jeunes âgés de 18 à 24 ans et jusqu'à 91% des plus de 65 ans. Dans le même temps, 82% des ouvriers expriment leur inquiétude, de même que 85% des cadres et des professions intellectuelles supérieures. **Cette situation apparaît aussi comme une source d'inquiétude pour une majorité de personnes interrogées quelle que soit leur préférence partisane.** 77% des sympathisants de gauche se disent inquiets, de même que 92% de ceux de la droite et du centre, un sentiment partagé par 88% des sympathisants du Front national. Ces réponses reposent toutefois sur des facteurs d'inquiétude souvent distincts selon le positionnement politique des personnes interrogées. Si la situation s'avère anxiogène pour de nombreux Français, les réponses attendues divergent sans doute assez sensiblement de part et d'autre de l'échiquier politique.

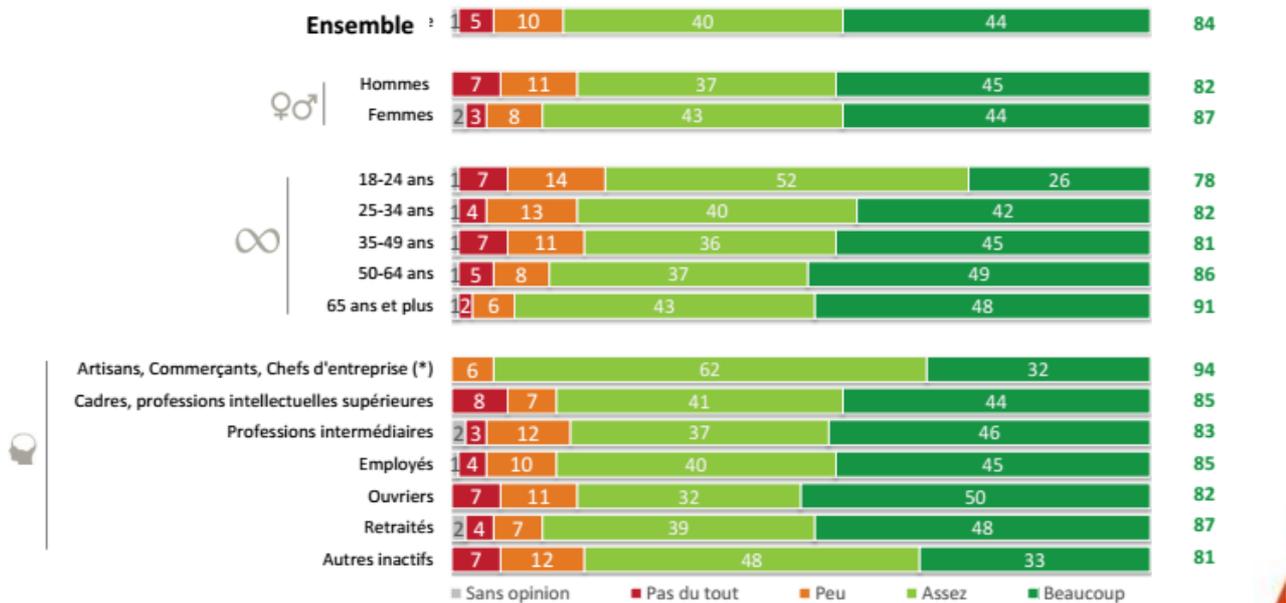
## Quels sont les facteurs d'inquiétude que l'on peut présumer dans ces résultats en fonction des sensibilités politiques, mais aussi des catégories socio-professionnelles ?

**Yves-Marie Cann** : Traditionnellement attachés aux valeurs humanistes et à l'accueil des populations persécutées, les craintes exprimées par les sympathisants de gauche et ceux du centre reposent avant tout sur le risque perçu d'une Union européenne incapable de prendre en charge dignement et efficacement la détresse des migrants et des réfugiés qui cherchent à rejoindre l'Allemagne et le nord de l'Europe. La dimension humanitaire prend ici l'ascendant dans les esprits. Il s'agit aussi probablement d'un des principaux facteurs d'inquiétude des cadres et des professions intellectuelles supérieures qui restent très attachées au processus d'intégration européenne.

Question : Diriez-vous que l'absence d'accord entre les pays européens sur la gestion et l'accueil des migrants et des réfugiés vous inquiète beaucoup, assez, peu ou pas du tout pour l'avenir de l'Union européenne ?

En %

Sous-total  
« Beaucoup / Assez »



Chez les sympathisants de la droite radicale, ce sont avant tout les risques économiques, sécuritaires et mêmes identitaires qui structurent les craintes exprimées. Il est d'ailleurs probable que ces ressorts soient assez largement partagés par les sympathisants "Les Républicains" qui sont, avec les sympathisants du Front national, ceux qui s'opposent majoritairement à l'accueil d'une part de migrants et de réfugiés en France. Sur ce point, les catégories populaires campent elles aussi sur une position de refus d'accueillir une part de migrants et de réfugiés car craignant de se retrouver à l'avenir en concurrence directe sur le marché de l'emploi ou pour accéder à un certain nombre de prestations sociales.

## Rejet d'une situation dans laquelle l'Allemagne serait responsable, ou au contraire des pays membres qui ne serait pas à la hauteur d'Angela Merkel... Quel jugement peut-on lire en filigrane derrière cette réponse ?

**Vincent Tournier** : Plus de huit personnes sur dix se déclarent effectivement inquiètes pour l'avenir de l'Europe à cause de l'absence d'accord entre les gouvernements sur la question des migrants (44% "beaucoup" et 40% "assez"). Les réponses sont assez homogènes en fonction des caractéristiques sociodémographiques. Tout au plus peut-on observer que l'inquiétude diminue légèrement chez les plus jeunes. On relève aussi **un clivage modéré entre la gauche et la droite** : 77% des sympathisants de gauche se disent inquiets contre 92% des sympathisants de droite (et 88% pour les sympathisants du FN).

Le caractère massif de cette inquiétude confirme que **le climat actuel est très anxiogène, ce qui, au passage, permet de comprendre pourquoi le discours favorable aux migrants rencontre si peu d'écho**. Il serait faux d'en déduire que les Européens sont par nature hostiles aux réfugiés. Par exemple, dans les années 1970, l'accueil des Asiatiques fuyant l'expansion communiste s'est effectué sans heurts ; de même, en 1999, les Français étaient majoritairement favorables à l'accueil des Kosovars, alors qu'il s'agit d'une population qui est majoritairement de confession musulmane.

La situation est aujourd'hui très différente. Plus encore que la crise de l'euro, la crise des migrants risque de provoquer **une crise sans précédent de l'intégration européenne**. Tout d'abord, la place centrale que s'est auto-attribuée l'Allemagne dans la gestion de ces deux crises brise le rêve d'une Europe guidée par la France, ou du moins par un duo paritaire franco-allemand.

Par ailleurs, la crise fragilise la légitimité même de la construction européenne. De toute évidence, **l'Union ne**

repose pas sur un sentiment d'appartenance. Elle repose plutôt une sorte de contrat : on veut bien être dirigé par des instances lointaines et peu démocratiques mais, en échange, on attend un haut niveau de protection et de sécurité pour affronter le monde globalisé. Avec la crise économique de 2008, ce contrat a déjà pris du plomb dans l'aile, notamment lors de la crise grecque. Mais avec la question des migrants, c'est un nouveau cap qui est franchi. Car cette crise révèle que **l'Europe s'avère incapable de prendre le relai des Etats en matière de protection des frontières**, révélant au grand jour que l'Europe n'est décidément pas un Etat. Cette impuissance ne peut que plonger les citoyens dans une profonde angoisse : qui va nous protéger maintenant que ni les Etats, ni l'Europe ne peuvent le faire ?

L'angoisse est d'autant plus grande que, d'une certaine façon, les images diffusés par les médias viennent conforter les peurs lancinantes qui taraudent les pays occidentaux depuis que la mondialisation bat son plein. Les signes de cette peur se lisent dans certaines productions cinématographiques car les arts sont souvent un bon témoin des préoccupations et des angoisses qui travaillent une époque. Or, **comment ne pas songer, avec ces images de migrants massés aux frontières, prenant d'assaut trains et navires, à ces populaires films de zombies où le monde civilisé s'effondre brutalement devant le déferlement de hordes sauvages que rien ne peut arrêter ?** Plus ou moins consciemment, c'est bien cette crainte que fait surgir la crise actuelle, et c'est bien cette crainte que doivent juguler les institutions européennes si elles ne veulent pas prendre le risque d'ouvrir la porte vers l'inconnu.

## Dans quelle mesure ce sondage pourrait-il exprimer une frustration de la part des Français, désireux d'une Europe politique et puissante ?

**Yves-Marie Cann** : C'est une hypothèse qui ne peut en effet être éludée. Je pense d'ailleurs qu'il s'agit d'un possible facteur commun à l'ensemble des familles politiques et ce d'autant plus que dans l'esprit de beaucoup de Français "l'union fait la force". L'incapacité des responsables européens à s'accorder et à maîtriser une situation qui semble de plus en plus leur échapper renvoie inévitablement l'image d'une Europe faible. Or ce qu'attendent de nombreux Français, c'est que les gouvernements s'accordent sur des mesures permettant de rétablir l'ordre sur le territoire européen et aux frontières de l'Union européenne, en particulier de l'espace Schengen. Ne pas répondre à cette injonction c'est prendre le risque de renforcer non seulement les critiques à l'encontre de l'Union européenne et mais aussi les forces politiques les plus radicales, notamment à droite.

## Fiche technique

---

### Interrogation

➤ Echantillon de **1 003** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

### Constitution de l'échantillon

➤ La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

### Mode de recueil et dates de terrain

➤ Interrogation par Internet les **15 et 16 septembre 2015**.